

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, 02 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTTENES ALBERTUS FRANCE

ZI de Pont-Brenouille
BP 309
60700 Pont-Sainte-Maxence

Références : IC-R/025/24-SD/SL
Code AIOT : 0005101473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement HUTTENES ALBERTUS FRANCE implanté ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTTENES ALBERTUS FRANCE
- ZI de Pont-Brenouille BP 30309 60723 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Les principales activités exercées par la société HUTTENES-ALBERTUS sur son site de PONT-SAINT-MAXENCE sont la fabrication de produits chimiques (résines urée formol, urée formo-furanique, formo-phénoliques) et la production de générateur de carbone brillant et d'enduits.

Les principaux clients sont des fonderies liées au marché automobile.

Le site est encadré par l'arrêté préfectoral du 18/06/2013.

Le site est classé SEVESO seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 28/10/2021 et de l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC n°1 : Alimentation en gaz	AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.1.1.	Observations
2	PC n°2 : Chaufferies	AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.	Sans objet
3	PC n°3 : Chaufferies	AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.	Sans objet
4	PC n°4 : Chaufferies	AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.	Observation
5	PC n°5 : Système incendie d'extinction automatique	AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.6.4.	Sans objet
6	PC n°6 : Arrêté de mise en demeure du 15 juin 2022	AP de Mise en Demeure du 15/06/2022, article 1 et 2	Projet d'arrêté préfectoral d'abrogation de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à jour partiellement l'étude des dangers du site. Les points concernés sont ceux liés aux mesures de maîtrise des risques (MMR) liées aux chaufferies. Les modifications apportées ne changent pas les probabilités des phénomènes dangereux concernés.

Des modifications sur la mise en place du système d'extinction incendie de la zone de matières dangereuses ont été effectuées. L'exploitant a apporté les éléments avec notamment une note de calcul pour confirmer que ces modifications étaient efficaces pour assurer la même protection que les installations projetées.

Selon les constats de l'ensemble des points de contrôle, il est proposé à madame la préfète de l'Oise d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC n°1 : Alimentation en gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de détente de gaz naturel : Signal envoyé à GDF
Prescription contrôlée : Les deux chaudières, celle de l'atelier du Noir et celle de l'atelier des Résines, sont alimentées par le même poste de détente de gaz naturel situé à l'entrée du site au sud (face à l'Oise). L'équipement du poste de livraison de gaz répond intégralement à la réglementation. Le poste de livraison est équipé d'une vanne automatique de sectionnement (MMR) en sécurité positive, permettant la coupure de l'alimentation en gaz dès qu'une baisse de pression est détectée. Cette vanne nécessite ensuite un réarmement manuel. En cas de mise en défaut du poste, un signal est automatiquement envoyé vers le centre de GDF, afin de l'alerter immédiatement de l'avarie. L'exploitant s'assure que les opérations de maintenance et de test sont correctement réalisées par GDF qui gère ce dispositif.
Constats : L'exploitant a communiqué à madame la préfète la mise à jour de l'étude des dangers en date du 2 mars 2023. Cette mise à jour référencée R-22-05-024 – Rev.3 met notamment à jour la MMR qui correspond à la vanne de sectionnement d'alimentation en gaz du site (MMR 13 et MMR61). Ces dernières ont un rôle au sein des phénomènes 6, 71, 22 et 23. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'absence du signal de la fermeture de la vanne de sectionnement du poste de livraison de gaz n'influence en rien les scénarios liés. Toutefois l'étude des dangers conserve au sein du descriptif de la MMR la présence du signal vers GDF. Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le descriptif des MMR 13 et 61 afin de supprimer la présence d'un signal vers l'entreprise GDF. Au sein de la fiche MMR, l'exploitant a indiqué que la maintenance et les tests sont effectués par GDF. Le jour de l'inspection l'exploitant a précisé que le poste lui appartient et que la maintenance est réalisée par une entreprise qu'il mandate. L'inspection a vérifié le rapport de contrôle du 4 août 2023 sur le clapet de sécurité (vanne de sectionnement de l'alimentation en gaz). Ce rapport fait figurer un fonctionnement conforme et une fermeture instantanée. Observation n°2 : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la fiche MMR concernant la maintenance de la vanne de sectionnement qui est réalisée par Huttenes Albertus et non pas par la société GDF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC n°2 : Chaufferies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection : Contrôle des MMR
Prescription contrôlée : [...] La chaudière est équipée d'un système de détection d'absence de flamme sur le brûleur, mettant automatiquement en arrêt la chaudière et assurant un balayage de la chambre de combustion. Ce dispositif, secouru électriquement, transmet une alarme sonore dans un lieu occupé en permanence par du personnel et un signal lumineux sur la chaudière (MMR_PhD8). La chaudière est également équipée, sur la chambre de combustion, d'un limiteur de pression qui envoie immédiatement un signal vers l'électrovanne de coupure de gaz dès que le seuil d'alerte est atteint (MMR3_PhD8).
Constats : Le site est équipé de deux chaufferies. Une pour la production de vapeur et une pour la production d'eau chaude. Concernant la chaufferie de la production de vapeur, le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle de la société CLAYTON du 27 juillet 2023. Les MMR_PhD8 et MMR3_PhD8 ont été contrôlés. En complément, une fiche de contrôle a été rédigée par l'exploitant afin d'intégrer toute la chaîne des MMR. Ainsi le contrôle est réalisé : <ul style="list-style-type: none">- pour la MMR_PhD8 depuis la détection de l'absence de flamme jusqu'à la coupure de l'électrovanne et de la mise en fonctionnement des signaux lumineux et sonores ;- pour la MMR3_PhD8 depuis la détection d'un manque de pression jusqu'à la coupure de l'électrovanne et de la mise en fonctionnement des signaux lumineux et sonores ; Concernant la chaufferie pour la production d'eau chaude, le jour de l'inspection l'exploitant a remis le rapport de contrôle de la société Dalkia du 22 décembre 2022 qui présente les actions réalisées en termes de maintenance mais ne précise pas les résultats des tests. Le 4 janvier 2023, l'exploitant a communiqué par courriel le rapport d'intervention de la société Dalkia du 20 novembre 2023 qui stipule sommairement les résultats des tests réalisés. Comme pour la chaufferie de production de vapeur, l'exploitant a réalisé pour la chaufferie de production d'eau chaude une fiche de contrôle et des résultats des tests de la chaîne MMR. Ainsi le contrôle est réalisé : <ul style="list-style-type: none">- pour la MMR_PhD8 depuis la détection de l'absence de flamme jusqu'à la coupure de l'électrovanne et de la mise en fonctionnement des signaux lumineux et sonores ;- pour la MMR3_PhD8 depuis la détection d'un manque de pression jusqu'à la coupure de l'électrovanne et de la mise en fonctionnement des signaux lumineux et sonores.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC n°3 : Chaufferies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection : Secours électrique
Prescription contrôlée : [...] La chaudière est équipée d'un système de détection d'absence de flamme sur le brûleur, mettant automatiquement en arrêt la chaudière et assurant un balayage de la chambre de combustion. Ce dispositif, secouru électriquement, transmet une alarme sonore dans un lieu occupé en permanence par du personnel et un signal lumineux sur la chaudière (MMR_PhD8). [...]
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les locaux des chaufferies ne sont pas secourus électriquement. L'étude des dangers a été mise à jour afin de modifier la MMR. La grille de criticité résiduelle a été mise à jour et le phénomène dangereux a la même cotation. Toutefois le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas apporté les éléments techniques permettant de justifier que si la MMR n'est pas secourue électriquement, la probabilité du phénomène dangereux lié est identique. Le 22 novembre 2023, l'exploitant a transmis par courriel la mise à jour des nœuds papillons de l'étude des dangers des scénarios concernés par les MMR de la prescription. L'absence de secours électrique du balayage de la chambre de combustion n'a pas d'impact sur le niveau de confiance globale de la MMR concernée. En effet, ces MMR (une par chaudière) restent opérantes car elles sont à sécurité positive. Ainsi, la classe de probabilité E du phénomène dangereux n'est pas modifiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC n°4 : Chaufferies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection : Détecteurs gaz
Prescription contrôlée : L'accumulation de gaz dans le local chaufferie est prévenue par la mise en place de détecteurs pour lesquels deux asservissements sont associés (MMR4_PhD8) : - seuil 1 : 5 % de la LIE = alarme et mise en marche de la ventilation forcée du local ; - seuil 2 : 10% de la LIE = coupure gaz et arrêt chaudière.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les seuils 5 et 10 % sont techniquement difficiles à mettre en œuvre (plage de fonctionnement faible pour les détecteurs). Ainsi, les seuils ont été portés à 10 et 20 % de la LIE. Le fait de modifier ces seuils n'affecte pas la probabilité des phénomènes dangereux liés à ces MMR. L'étude des dangers a été mise à jour dans ce sens et la grille de criticité résiduelle des phénomènes dangereux reste la même. Le jour de l'inspection l'exploitant a remis les contrôles des détecteurs de gaz pour le deux locaux de chaufferie (eau chaude atelier noir et vapeur atelier résine). La société Detecta est intervenue le 20 octobre 2023 afin de contrôler les détecteurs de gaz dans les deux locaux de chaufferies. Le niveau de seuil n°1 (10 % LIE) a été testé avec les asservissements : flash lumineux extérieur, alarme sonore ainsi que la ventilation du local.

<p>Le niveau de seuil n°2 (20 % LIE) a été testé avec la coupure de la chaudière. Le rapport ne précise pas que la coupure de gaz et la coupure de la chaudière sont indépendantes.</p> <p>Observation n°3 : Le rapport de contrôle doit faire figurer indépendamment le test de la coupure de gaz et de la coupure de la chaudière.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : PC n°5 : Système incendie d'extinction automatique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2016, article 8.6.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention TMD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens de détection :</p> <p>4 détecteurs de flamme de type Infra-Rouge sont installés.</p> <p>Moyens d'extinction :</p> <p>L'extinction automatique est assurée par 3 lances à émulseur fixe, complétée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 portiques d'extinction mousse placés au-dessus de la zone de dépotage (soit un portique par zone de stationnement des camions) ; - un système de rideau d'eau de type queues de paon : 6 queues de paon ayant chacune un débit de 400 L/min.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que les installations prévues au sein de la prescription n'ont pas été installées et qu'il y a eu des adaptations. Ces dernières ont été intégrées également dans la mise à jour de l'étude des dangers comme cela a été fait et décrit pour les MMR de points de contrôles précédents.</p> <p>Concernant le système de détection et d'extinction de la zone de dépotage des produits dangereux (TMD), il n'y a jamais deux camions de stationné sur la zone TMD. Ainsi un seul portique a été installé. Ce dernier couvre toute la zone de dépotage TMD. Ce portique est composé de 18 sprinklers dont 4 de débit 52 L/min et 14 de débit 118 L/min.</p> <p>Concernant le système de rideau d'eau, l'exploitant a mis en place non pas des queues de paon (disposées au sol) mais des buses rotatives (disposées en hauteur). En effet, la mise en place de queues de paon entre le poste de dépotage et la rétention des cuves aériennes est techniquement impossible (implantation non compatible avec le process de dépotage et la présence de tuyauteries). Afin d'obtenir le même objectif coupe-feu, il a été installé 9 buses rotatives de débit 100 L/min chacune. Le débit d'eau total est moindre (900 L/min versus 2400 L/min) car le dispositif n'est pas le même (buses placées en hauteur avec formation du rideau d'eau depuis le haut du rideau versus queues de paon placées au sol avec formation du rideau d'eau depuis la base du rideau). L'exploitant a réalisé une note de calcul démontrant l'efficacité équivalente entre les 6 queues de paon d'un débit unitaire de 400 L/min et l'installation décrite ci-dessus.</p> <p>Il est à noter que la mise à jour de l'étude des dangers concerne également d'autres points que ceux considérés pour la présente inspection. Cette dernière fera l'objet d'une instruction complète ultérieurement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2022, article 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude des dangers
Prescription contrôlée : La Société HUTTENES ALBERTUS exploitant des installations de fabrication de générateurs de carbone brillant et de fabrication de produits chimiques sur le territoire de la commune de Pont Sainte Maxence à l'adresse suivante ZI du Pont de Brenouille – BP 30309 est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.3.1.1. , 8.3.2, 8.6.4 de l'arrêté préfectoral du 06/12/2016 : - en transmettant à Madame la Préfète de l'Oise le cahier des charges soit des actions à mettre en œuvre pour mettre en conformité les installations concernées soit de la mise à jour de l'étude des dangers et notamment les paragraphes concernés ; dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. - en transmettant à Madame la Préfète de l'Oise la commande soit des actions à mettre en œuvre pour mettre en conformité les installations concernées soit la mise à jour de l'étude des dangers et notamment les paragraphes concernés ; dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. - en transmettant l'ensemble des documents permettant d'attester de la conformité des installations ou de la mise à jour de l'étude des dangers et notamment les paragraphes concernés. dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans le cas où, le choix de l'exploitant porterait sur la mise à jour de l'étude des dangers, selon les modalités de l'article 1, et que cette dernière mettrait en avant une augmentation des aléas induits par les phénomènes dangereux et que ceux-ci nécessiteraient la mise en place de mesures de maîtrises des risques ou tout autre investissement technique des installations, alors l'exploitant respecte le calendrier suivant : À compter de la date de transmission de l'étude des dangers selon les modalités de l'article 1, l'exploitant transmet à Madame la Préfète, sous un mois le cahier des charges des modifications techniques nécessaires ; À compter de la date de transmission de l'étude des dangers selon les modalités de l'article 1, l'exploitant transmet à Madame la Préfète, sous deux mois la commande des modifications techniques nécessaires ; À compter de la date de transmission de l'étude des dangers selon les modalités de l'article 1, l'exploitant transmet à Madame la Préfète, sous six mois les justificatifs de la mise en place des modifications techniques nécessaires.
Constats : Selon les constats des points de contrôle du présent rapport, il est proposé à madame la préfète de l'Oise d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 15 juin 2022.
Type de suites proposées : Proposition d'arrêté d'abrogation de mise en demeure